



BANQUE ACCORD
RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL
JUIN 2008

SOMMAIRE

Déclaration des responsables.....	Page 3
Commentaire d'activité.....	Page 4
Etats financiers.....	Page 7
Annexe aux comptes consolidés.....	Page 11
Attestation des commissaires aux comptes.....	Page 28

Déclaration des responsables du rapport financier semestriel

Nous attestons, à notre connaissance, que les comptes consolidés au 30 juin 2008 sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, de la description des principaux risques et des principales incertitudes sur les six mois restant de l'exercice.

Julien CAILLEAU

Directeur Financier Groupe

Jérôme GUILLEMARD

Président Directeur Général

COMMENTAIRE D'ACTIVITE POUR LE PREMIER SEMESTRE 2008

BASE COMPTES CONSOLIDES

I. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE

A fin juin, la zone euro connaît une période de stagflation : inflation de 4% qui ne cesse d'accélérer depuis l'automne, alimentée en particulier par la flambée des prix pétroliers et alimentaires et des signes montrant un net ralentissement économique, où commencent à se ressentir les effets du pétrole cher, de l'euro fort et des turbulences sur les marchés financiers.

Conformément aux attentes, la Banque centrale européenne (BCE) a augmenté ses taux directeurs de 25 points de base le 3 juillet, à l'issue de la réunion de son Conseil des Gouverneurs.

Le taux directeur minimal appliqué aux opérations de refinancement s'élève donc désormais à 4,25%, soit son plus haut niveau depuis sept ans.

La crise financière qui a démarré au cours de l'été 2007 n'a pas eu d'impact sur Banque Accord. En effet, la Banque n'a pas procédé à des dépréciations ou des ajustements de valeur en l'absence d'expositions à risque directes ou indirectes. Ainsi, la banque n'a aucune d'exposition sur des CDO (Collateralized Debt Obligations), sur des assureurs de type « monoline », sur des CMBS (Commercial Mortgage-Backed Securities) » et d'autres expositions sur l'immobilier type Supprime et Alt-A, ainsi que des expositions au sein de véhicules ad hoc ou sur LBO (Leverage Buy out).

On peut néanmoins noter une augmentation du coût de refinancement liée à la hausse des taux en zone euro et à l'impact de la crise financière qui a engendré une hausse des spreads.

II. FAITS MARQUANTS ET ACTIVITE DE L'EXERCICE

Banque Accord, filiale du Groupe Auchan, a réalisé un bon premier semestre 2008, en ligne avec ses objectifs de croissance.

- Son produit net bancaire s'est élevé à 164,9 millions d'euros, en progression de 20,6 % par rapport au premier semestre 2007.
- Son résultat net atteint 15,5 millions d'euros contre 17,7 au 30/06/2007.
- Banque Accord a recruté 420 mille nouveaux clients et porte ainsi leur nombre à 5,7 millions (+ 13 % par rapport au premier semestre 2007) dans les 10 pays où la Banque est implantée (France, Portugal, Espagne, Pologne, Italie, Hongrie, Russie, Roumanie, Chine et Ukraine).
- Le montant des encours de crédit gérés par la Banque atteint 2,6 milliards d'euros (+ 12 % / juin 2007).

Dans les pays

En France, le nombre de clients est en progression de 9%, la production crédit a progressé de 8%, la production comptant de 6%. L'encours global progresse de 7%.

En Espagne, le nombre de clients progresse de 9%, la production comptant de 10% tandis que la production crédit régresse de 19% suite aux mesures prises pour contenir le risque. L'encours global progresse de 25%.

Au Portugal, augmentation du nombre de clients de 9%, de la production crédit de 5% et du comptant de 10%. L'encours global affiche une progression de 14%.

Affirmation de solides fondamentaux

En mars 2008, Banque Accord a obtenu l'accréditation *Bâle II – IRBA pour les risques de crédit* de la Banque de France. Banque Accord fait partie du premier tiers des banques accréditées en France.

L'organisme de notation Standard&Poor's a par ailleurs confirmé, pour la seconde année consécutive, le rating A/A-1 du groupe Banque Accord.

De nouveaux partenariats prometteurs

Détenue à 70% par Santander et à 30% par Banque Accord, Santander Financements, joint venture créée en 2007, a pour objet de financer le matériel roulant et s'adresse aux distributeurs automobiles. L'activité, conforme au business plan, a démarré au printemps 2008.

La levée du co-branding a permis à Banque Accord France de continuer à nouer des partenariats en dehors de l'univers de la distribution : après MACSF (Mutuelle de Santé), la Fédération Française d'Equitation & Les Haras Nationaux ont choisi Banque Accord. Au-delà de la Santé et des Loisirs, l'expérience qu'a acquise la Banque depuis 2003 dans les cartes cobrandées lui permet de participer à plusieurs appels d'offres en cours.

Développement réussi de nouveaux pays et activités

En France, création de Oney Courtage au mois de mars 2008, suite aux rachats des actifs JM Finances (marque Finanpart), courtier français spécialisé dans le regroupement de crédits. Cette acquisition permettra à Banque Accord d'augmenter ses compétences et sa part de marché dans ce secteur.

Banque Accord a accompagné le démarrage du Groupe Auchan en Ukraine, en y créant sa filiale Oney Ukraine, qui propose des offres de crédit depuis avril 2008.

Banque Accord a également reçu en avril l'agrément officiel pour le démarrage de son activité d'assurance en propre, via deux nouvelles compagnies, Oney Life et Oney Insurance.

En Chine, pays lancé en 2007 où la *Red Bird Card* rencontre un vif succès et devance toujours les autres cartes de la distribution en terme de production, Banque Accord a déjà lancé son activité de distribution d'assurance en face à face, après avoir obtenu la licence chinoise d'agent d'assurance. Banque Accord s'y apprête à développer une offre multi-produits.

Deux ans à peine après sa création, la filiale russe sert déjà trois enseignes majeures (Auchan, Leroy Merlin et Décathlon) et vient de lancer son site internet ; quant au Portugal, deuxième pays Banque Accord, la marque Oney s'est substituée à Credipius pour devenir un acteur clé du net.

III. PERSPECTIVES POUR LE SECOND SEMESTRE 2008

Le succès de nouveaux marchés : les cartes cadeaux

L'activité cartes cadeaux de Banque Accord a poursuivi sa forte croissance grâce au lancement des cartes Nocibé, Furet du Nord et Atelier des Chefs, ainsi qu'aux succès des cartes Cultura, Pimkie, GrosBill, Brice, Bizzbee, Jules, Picwic, Alinéa et Alcampo.

De nombreux partenariats sont d'ores et déjà prévus pour 2008, notamment avec plusieurs enseignes majeures du textile, des loisirs et de l'équipement de la maison.

Banque Accord est aujourd'hui le leader français de cette activité.

Des innovations porteuses d'avenir

La carte Auchan PayPass de paiement sans contact testée fin 2007 sera émise à grande échelle fin 2008 auprès des porteurs de cartes Accord de la Métropole Lilloise et à tous les porteurs français dès 2009. D'autres enseignes ont d'ores et déjà rejoint ce projet.

En Chine, Banque Accord est précisément la seule banque européenne à être impliquée dans le développement du paiement mobile avec le démarrage d'un pilote en partenariat avec China Union Pay.

Incertitudes pour le second semestre

Les principales incertitudes reposent sur le niveau du coût de refinancement et sur le niveau du coût du risque. L'instabilité des marchés, la récession en Espagne, les inquiétudes économiques en France, les actions menées pour contrôler le risque sont autant de points d'attention à suivre. Dans ce contexte difficile, une attention particulière est portée à la maîtrise des frais.

IV. Principaux risques auxquels est soumis Banque Accord

Exposition aux risques de liquidité

Depuis la fin de l'été 2007, les marchés financiers ont vécu différentes crises, notamment à travers une forte dégradation des résultats financiers du secteur bancaire international. Dans ce contexte de crise, le Groupe Banque Accord n'a pas été affecté directement.

Pour consolider sa liquidité disponible, la Banque a mis en place 330 M€ de lignes de crédits confirmées supplémentaires durant le premier semestre 2008. Elle dispose à fin juin 2008 de 1 milliard d'euros de facilités bancaires à moyen long terme, non utilisées et totalement disponibles.

Exposition au risque de taux d'intérêt

La politique financière de Banque Accord vise à protéger la marge financière contre les évolutions futures des taux d'intérêt. Elle couvre donc l'intégralité des risques de taux issus de ses encours de prêt à taux fixe. Cette couverture consiste à adosser mensuellement l'amortissement de l'encours de prêt à taux fixe à un refinancement de même nature ou à utiliser des produits dérivés

Pour ce qui est de la couverture des encours d'emprunts à taux variable et compte tenu des possibilités de répercuter commercialement une hausse de taux aux clients, Banque Accord ne couvre pas systématiquement ce risque.

Exposition au risque de crédit

A l'image du marché mondial du crédit, les signes de tension du risque de crédit sur les marchés perçus par le Groupe Banque Accord se sont prolongés sur le premier semestre 2008.

La dégradation de l'environnement économique causée par la crise financière s'est traduite dans les chiffres de plusieurs filiales et à des degrés divers, par des flux d'impayés en hausse ou des difficultés de recouvrement.

C'est principalement le cas de la filiale espagnole qui, dans un pays marqué par un fort endettement des ménages, connaît actuellement une augmentation sensible du risque. Des mesures importantes ont été prises au niveau de l'acceptation et du recouvrement afin de contenir le risque ce qui a impacté également la production à la baisse.

Au niveau consolidé Groupe, le risque reste néanmoins très bien contenu, grâce aux bonnes performances et aux poids des entités les plus matures. En France, la tendance à l'augmentation des encours Neiertz s'est poursuivie sur l'exercice 2008, conformément au marché.

Etats financiers au 30 juin 2008

	IFRS-EU 30.06.2008	IFRS-EU 31.12.2007	IFRS-EU 30.06.2007
PRODUITS ET CHARGES FINANCIERS ET OPERATIONNELS			
Intérêts et produits assimilés	133 382	234 540	115 337
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les Etablissements de crédit	3 200	4 806	1 916
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	130 013	229 477	113 273
Intérêts des titres à revenus variables	170	257	148
Intérêts et charges assimilés	45 509	77 583	34 727
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les Etablissements de crédit	8 595	19 076	7 980
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle	2 787	3 083	653
Intérêts et charges assimilées sur obligations et autres titres à revenu fixe	34 128	55 424	26 094
Résultat net sur intérêts	87 873	156 957	80 610
Produits d'honoraires et de commissions	71 287	113 140	54 605
Charges d'honoraires et de commissions	15 507	28 946	13 728
Résultat net d'honoraires et commissions	55 780	84 194	40 877
Profit net/ Perte nette réalisés sur actifs et passifs financiers non évalués à la juste valeur par le biais du résultat			
Résultat net sur instruments financiers de couverture	-425	4 277	418
Gains sur instruments financiers	3 066	5 525	1 370
Pertes sur instruments financiers	3 491	1 248	952
Ecart nets de change	25	-13	-3
Profit net/ Perte nette sur la sortie d'actifs autres que ceux détenus en vue de la vente	1 026	504	0
Autres produits d'exploitation bancaire	22 777	36 710	15 485
Autres charges d'exploitation bancaire	2 166	2 019	615
PRODUITS ET CHARGES FINANCIERS ET OPERATIONNELS	164 891	280 610	136 772
Charges administratives	89 013	164 587	77 622
Charges de personnel	29 857	53 114	25 137
Autres frais administratifs	59 156	111 472	52 485
Dotations aux amortissements des immobilisations	1 740	3 544	1 635
Dotations nettes de reprises pour provisions	-22	-3 028	-622
Dotations nettes de reprises pour dépréciation	0	0	0
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	74 160	115 507	58 138
Coût du risque	48 218	55 974	30 612
RESULTAT D'EXPLOITATION	25 942	59 533	27 526
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	-1 027	-504	0
Gains ou pertes sur actif immobilisés	51	375	0
Variation de valeur des écarts d'acquisition	0	0	0
RESULTAT TOTAL DES ACTIVITES POURSUIVIES AVANT IMPÔT	24 966	59 404	27 526
Charge (produit) d'impôt relative au résultat des activités poursuivies	9 430	21 474	9 839
RESULTAT TOTAL	15 535	37 930	17 687
Résultat net part du Groupe	15 528	37 864	17 652
Intérêts des minoritaires	7	67	34
Nombre d'actions	1 410 782	1 408 439	1 407 913
Résultat net part du Groupe par action	11,01	26,88	12,54

Milliers d'euros		30/06/2008	31/12/2007	30/06/2007
Résultat net avant impôt	A	24 965	59 404	27 526
Elimination des éléments non monétaires :	B	27 231	26 423	25 560
Amortissements et dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles		1 740	3 545	1 634
Dotations nettes de reprises sur encours clientèle		23 948	25 430	21 981
Dotations nettes de reprises sur provisions pour risques et charges		-22	-3 028	-621
Plus ou moins values		-51	-375	0
Autres mouvements		1 615	851	2 566
Revenus des activités opérationnelles à l'exclusion des éléments non monétaires	A+B	52 196	85 827	53 086
Augmentation des actifs/diminution des passifs (-)				
Diminution des actifs/augmentation des passifs (+)				
Flux de trésorerie générés par l'activité opérationnelle				
Prêts et avances aux clients	C	-13 888	-247 083	-70 762
Créances/ dettes vis à vis des établissements de crédit	C	-205 711	35 775	-117 545
Dettes représentées par un titre	C	198 510	61 567	110 129
	C			
Actifs et passifs non financiers	C	43 202	-35 931	51 518
Impôts décaissés	C	-11 823	-20 740	-12 783
Autres mouvements	C	-176 115	204 628	-6 850
Flux nets de trésorerie liés à l'activité opérationnelle	D= A+B+C	-113 629	84 044	6 794
Flux de trésorerie liés aux investissements				
Flux liés aux investissements incorporels et corporels		-1 887	-3 254	-1 443
Flux liés aux investissements financiers et aux participations		5 605	-375	2 607
Variation de périmètre		0	0	0
Flux nets de trésorerie liés aux investissements	E	3 719	-3 629	1 164
Flux de trésorerie liés au financement				
Paid dividends to parent company shareholders		0	-10 292	-10 292
Augmentation de capital		5 692	3 035	910
Autres		122	116	-42
Flux nets de trésorerie liés au financement	F	5 814	-7 141	-9 424
Flux nets de trésorerie liés à l'activité opérationnelle	D	-113 629	84 044	6 794
Flux nets de trésorerie liés aux investissements	E	3 719	-3 629	1 164
Flux nets de trésorerie liés au financement	F	5 814	-7 141	-9 424
Effets des variations de taux de change		201	33	21
Variation nette de trésorerie		-103 895	73 307	-1 446
Trésorerie et équivalent de trésorerie début de période		64 273	-9 034	-9 034
Trésorerie et équivalent de trésorerie fin de période		-39 622	64 273	-10 478
Variation nette de trésorerie		-103 895	73 307	-1 446

Annexe aux comptes consolidés résumés du premier semestre 2008
(Chiffres en milliers d'euros – K€)

Les comptes semestriels font l'objet d'un examen limité par les commissaires aux comptes.

Note 1 – Description synthétique du groupe

Banque Accord SA, immatriculée sous le numéro 546 380 197 00105, est une société domiciliée en France au 40, avenue de Flandres à Croix (59170).

Elle est spécialisée dans toutes opérations de banque et opérations connexes à l'activité bancaire y compris la réception et la transmission d'ordres pour le compte de tiers, le courtage en assurance et la représentation de toutes les compagnies d'assurance.

Elle est détenue à 98,11 % par la société Groupe Auchan, société anonyme à Conseil d'Administration dont le siège est à Croix.

Note 2 - Faits marquants et principales variations de périmètre

Faits marquants :

En mars 2008, Banque Accord a obtenu l'accréditation *Bâle II – IRBA pour les risques de crédit* de la Banque de France. Elle fait partie du premier tiers des banques accréditées en France.

L'organisme de notation Standard&Poor's a par ailleurs confirmé, pour la seconde année consécutive, le rating A/A-1 du groupe Banque Accord.

Suite à la mise en place de l'actionnariat salarié dans l'entreprise, une augmentation de capital de 5,691 M€ (dont 5,297M€ de prime) a été décidée en date du 23 juin 2008.

La crise financière qui a démarré au cours de l'été 2007 n'a pas eu d'impact direct au niveau de Banque Accord. En effet, la Banque n'a pas procédé à des dépréciations ou des ajustements de valeur en l'absence d'expositions à risque directes ou indirectes. La banque n'a pas d'exposition sur CDO, des créances subprimes et des LBO.

Pour consolider sa liquidité disponible, la Banque Accord a mis en place 330 M€ de lignes de crédits confirmées supplémentaires durant le premier semestre 2008.

Suite à la démission de Damien Guermont le 23 juin 2008, le Conseil d'Administration de Banque Accord a, en date du 2 juillet 2008, nommé Jérôme Guillemard Président Directeur Général et Jean Pierre Viboud Directeur Général Délégué.

Variation de périmètre :

Le périmètre de consolidation comprend 15 sociétés au 30 juin 2008 :

- 13 sociétés intégrées intégralement,
- 1 société intégrée proportionnellement,
- 1 société mise en équivalence.

Le périmètre de consolidation au 30 juin 2008 se présente comme suit :

Filiales	% de détention du capital	Type de contrôle	% de contrôle	Type de consolidation
ONEY Portugal	100%	Exclusif	100%	Globale
ACCORDFIN (Espagne)	51%	Conjoint	51%	Proportionnelle
ACCORD Italia	100%	Exclusif	100%	Globale
ACCORD MAGYAROSZAG Hongrie	60%	Exclusif	100%	Globale
GEFIRUS S.A.S.	60%	Exclusif	100%	Globale
<i>BA Finans</i>	<i>60%</i>	<i>Exclusif</i>	<i>100%</i>	<i>Globale</i>
ACCORD FINANCE Pologne	60%	Exclusif	100%	Globale
ACCORD Intermed Consumer Finance (Roumanie)	100%	Exclusif	100%	Globale
ACCORD Business Consulting Company (Chine)	100%	Exclusif	100%	Globale
SCF (projet Newco)	30%	Influence notable	30%	Mise en équivalence
ONEY Courtage	100%	Exclusif	100%	Globale
ONEY Insurance	100%	Exclusif	100%	Globale
ONEY Life	100%	Exclusif	100%	Globale
ONEY UKRAINE	100%	Exclusif	100%	Globale

- Entrées de périmètre / Constitution de nouvelles sociétés :
 - o Oney Insurance Life Limited et Oney Life Limited, respectivement au capital de 11,5 et 4,5 M€, sociétés d'assurance de droit irlandais. L'agrément pour l'exercice de l'activité d'assurance en propre a été obtenu le 30 avril 2008 et l'activité a démarré le 1^{er} juillet 2008.
 - o Oney Ukraine, au capital de 50 K€, société qui propose des offres de crédit depuis le 29 mars 2008 pour accompagner le démarrage du Groupe Auchan en Ukraine.
 - o Oney Courtage, au capital de 37 K€, société créée suite au rachat des actifs de JM Finances (marque Finanpart), courtier français spécialisé dans le regroupement de crédits.

Evénements post-clôture :

Il n'y a pas d'évènement post clôture,.

Arrêté des comptes :

Les comptes ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 28 août 2008.

Note 3 - Règles et méthodes

3.1 Déclaration de conformité

Les états financiers consolidés semestriels résumés ont été préparés en conformité avec la norme IAS34 – *Information financière intermédiaire*. Les notes de l'annexe ne comportent pas l'intégralité des informations requises pour des états financiers annuels complets et doivent être lues conjointement avec les états financiers du Groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2007.

3.2 Recours à des estimations

La préparation des états financiers consolidés intermédiaires nécessite de la part de la direction : d'exercer un jugement, d'effectuer des estimations et de faire des hypothèses qui peuvent affecter la valeur comptable de certains éléments d'actifs et de passifs, de produits et de charges ainsi que les informations données dans les notes annexes.

Les estimations comptables qui nécessitent la formulation d'hypothèses sont utilisées principalement pour les évaluations suivantes :

- Dépréciations des créances :

La valeur du poste « Prêts et créances à la clientèle » est ajustée par une dépréciation relative aux créances lorsque le risque de non recouvrement de ces créances est avéré ou probable.

L'évaluation de cette dépréciation, calculée sur des ensembles homogènes de créances et sur une base actualisée est estimée en fonction d'un certain nombre de facteurs et d'hypothèses : nombre d'impayés, taux de récupération historique constatés, taux de perte, performance des organismes de contentieux externes, etc.,

Il est possible que les évaluations futures du risque de crédit diffèrent de façon significative des évaluations actuelles, ce qui pourrait nécessiter une augmentation ou une diminution du montant de la dépréciation.

- Juste valeur des actifs et passifs comptabilisés au coût amorti

Pour les actifs et passifs financiers autres que les créances clientèle, la valorisation à la valeur nette comptable paraît la meilleure estimation.

- Provisions

L'évaluation des provisions peut également faire l'objet d'estimations.

La provision pour risques pour lesquels, bien que faisant l'objet d'un recensement des risques avérés, l'appréciation de la fréquence de l'incident et le montant de l'impact financier potentiel intègre le jugement de la Direction ;

- Instruments financiers évalués à leur juste valeur :

La juste valeur des instruments financiers est déterminée à l'aide de courbes de taux basées sur les taux d'intérêt du marché observés à la date d'arrêté.

- Régimes de retraites et autres avantages sociaux futurs :

Les calculs relatifs aux charges liées aux prestations de retraites et avantages sociaux futurs sont établis en se fondant sur des hypothèses de taux d'actualisation, de taux de rotation du personnel ou d'évolution des salaires et charges sociales élaborées par la direction. Si les chiffres réels diffèrent des hypothèses utilisées, la charge liée aux prestations de retraite peut augmenter ou diminuer lors des exercices futurs.

- Constatation d'actif d'impôt différé

Un actif d'impôt différé est comptabilisé pour toutes les différences temporelles déductibles à condition que soit jugée probable la disponibilité future d'un bénéfice imposable sur lequel ces différences temporelles déductibles pourront être imputées.

Pour les actifs classés en AFS, les placements ayant été effectués dans la deuxième quinzaine de juin avec une maturité allant de 15 jours à 3 mois, ils ont été valorisés au coût amorti.

3.3 Référentiel IFRS appliqué et principales méthodes comptables

Les méthodes comptables appliquées par le Groupe dans les états financiers consolidés semestriels sont identiques à celles utilisées dans les états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2007, à l'exception des dispositions spécifiques pour l'établissement des comptes intermédiaires.

Les états financiers intermédiaires étant présentés en conformité avec la norme IAS 34, le Groupe a choisi de n'appliquer la norme IFRS 7 – Instruments financiers : information à fournir qu'à partir du 31 décembre 2007.

Les nouvelles normes et interprétations d'application obligatoire à partir de l'exercice 2008 n'ont pas d'impact sur les comptes du Groupe.

Les normes, amendements aux normes existantes, et interprétations, dont l'application n'est obligatoire que postérieurement au 31 décembre 2008 n'ont pas été anticipés. Le Groupe n'a pas pris de décision, à la date d'établissement des états financiers semestriels, quant à leur application dans ses comptes annuels 2008.

Note 4 – Saisonnalité de l'activité

Les activités du Groupe ne présentent pas de caractère saisonnier ou cyclique, les résultats du premier semestre ne sont donc pas influencés par ces facteurs.

Note 5 – Eléments inhabituels

Pas d'élément inhabituel.

Note 6 – Instruments dérivés de couverture

Les opérations sur instruments financiers à terme sur taux d'intérêts s'élèvent à 1 952 Millions d'euros au 30/06/08 contre 2 987 Millions d'euros à fin 2007.

(en milliers d'euros)	30/06/2008		31/12/2007	
	Actif	Passif	Actif	Passif
COUVERTURE DE JUSTE VALEUR	897	5	849	1 291
Instruments de taux d'intérêts :				
Instruments fermes.....	897	5	849	1 291
Instruments conditionnels.....				
COUVERTURE DE FLUX DE TRESORERIE	5 804		2 826	306
Instruments de taux d'intérêts :				
Instruments fermes.....	5 461		2 405	306
Instruments conditionnels.....	343		421	
Total	6 701	5	3 675	1 597

Note 7– Prêts et créances auprès des établissements de crédit

PRETS ET CREANCES (en milliers d'euros)	30/06/2008	31/12/2007	Variation
Créances à vue sur les établissements de crédit :	19 284	40 012	-20 728
Créances à terme sur les établissements de crédit :	84 556	86 841	-2 285
Principal.....	83 790	85 995	-2 205
Créances rattachées.....	766	846	-80
dont entreprises liées.....	84 556	86 841	-2 285
Prêts subordonnés :	2 003	2 003	0
Principal.....	1 999	1 999	0
Créances rattachées.....	4	4	0
dont entreprises liées.....	2 003	2 003	0

Note 8 – Prêts et créances auprès de la clientèle

1. Echéancier

PRETS ET CREANCES (en milliers d'euros)	< = 3 mois	3 mois < D < = 1 an	1 an < D < = 5 ans	> 5 ans	31/12/2007
Encours brut global :	499 004	589 073	1 172 649	108 364	2 369 090
Encours sains :	449 752	519 977	970 327	62 002	2 002 058
Encours sains	439 565	519 977	970 327	62 002	1 991 871
Créances rattachées.....	10 187				10 187
Encours dépréciés :	49 252	69 096	202 322	46 362	367 032

PRETS ET CREANCES (en milliers d'euros)	< = 3 mois	3 mois < D < = 1 an	1 an < D < = 5 ans	> 5 ans	30/06/2008
Encours brut global :	487 869	588 061	1 185 833	123 703	2 385 466
Encours sains :	433 407	500 085	964 619	80 211	1 978 322
Encours sains	423 670	500 085	964 619	80 211	1 968 585
Créances rattachées.....	9 737				9 737
Encours dépréciés :	54 462	87 976	221 214	43 492	407 145

2. Créances dépréciées

(en milliers d'euros)		30/06/2008	31/12/2007	Variations
Encours sains.....	+	1 968 585	1 991 871	-23 286
Encours dépréciés.....	+	407 145	367 032	40 113
Dépréciations.....	-	245 895	223 260	22 635
				0
Encours nets :	=	2 129 834	2 135 643	-5 809
Créances rattachées	+	9 737	10 187	-450
Encours fin de période :	=	2 139 571	2 145 830	-6 259
Poids des encours dépréciés/encours totaux :		17,07%	15,49%	
Taux de couverture des encours dépréciés :		60,40%	60,83%	

3. Variation de la dépréciation

VARIATION DE LA DEPRECIATION (en milliers d'euros)	30/06/2008	31/12/2007
Dépréciations début de période :	223 261	200 600
Ajustements liés aux IFRS et changement de méthode	0	0
Dotations.....	25 590	35 245
Reprises.....	1 642	9 824
Reclassements de la décote des intérêts sur encours dépréciés.....	-1 578	-2 795
Autres reclassements + écarts de conversion	265	34
Dépréciations fin de période :	245 895	223 260

Note 9 - ACTIFS D'IMPÔTS DIFFERES

VARIATION DE LA PROVISION (en milliers d'euros)	01/01/2008	Variation par résultat	Variation par capitaux propres	Reclassement	30/06/2008
Provisions non déductibles.....	14 956	3 053	16	0	18 025
Provisions réglementées.....	-446	173	0		-273
Instruments financiers.....	-817	-280	-1 172	-3	-2 272
Autres.....	-347	71	0	3	-273
TOTAL :	13 346	3 016	-1 156	0	15 207

Des impôts différés sur déficits reportables d'un montant de 2,2 millions d'euros n'ont pas été activés vu l'incertitude quant à leur imputation dans le futur.

Note 10- Passifs financiers

DETTES (en milliers d'euros)	30/06/2008	31/12/2007	variation
Dettes envers les Etablissements de crédit :	365 121	543 179	-178 058
A vue.....	64 319	35 684	28 635
A terme.....	300 802	507 495	-206 693
Dettes envers la Clientèle :	228 004	402 581	-174 577
A vue.....	127 668	202 088	-74 420
A terme.....	100 336	200 493	-100 157
Emprunts obligataires :	751 177	927 897	-176 719
Dettes représentées par un titre (BMTN, CDN) :	837 007	444 994	392 013
TOTAL	2 181 309	2 318 651	-137 342

Emprunts obligataires :

Il s'agit d'emprunts obligataires émis pour :

- 150 millions d'€ en septembre 2004 pour une durée de 5 ans,
- 200 millions d'€ en septembre 2005 pour une durée de 5 ans,
- 200 millions d'€ en juin 2006 pour une durée de 5 ans,
- 200 millions d'€ en juin 2007 pour une durée de 5 ans.

Société emprunteuse	Taux intérêt nominal	Taux intérêt effectif	Date d'émission	Echéance	30/06/2008	31/12/2007
Banque Accord	3.46%	3.26%	Mai 2003	Mai 2008	0	176 701
Banque Accord	E3R + 22bp	E3R + 22bp	Septembre 2004	Septembre 2009	150 000	150 000
Banque Accord	E3R + 18bp	E3R + 18bp	Septembre 2005	Septembre 2010	200 000	200 000
Banque Accord	E3R + 17.5bp	E3R + 17.5bp	Juin 2006	Juin 2011	200 000	200 000
Banque Accord	E3R + 17bp	E3R + 17bp	Juin 2007	Juin 2012	200 000	200 000

Le montant des lignes de crédit à long terme et moyen terme accordées et confirmées par les banques mais non utilisées au 30 juin 2008 est de 998,5 millions d'euros.

DETTES SUBORDONNEES

Il s'agit de cinq titres subordonnés remboursables émis pour :

- 15 millions d'€ en décembre 2004 pour une durée de 10 ans et souscrit par Groupe Auchan.
- 18 millions d'€ en novembre 2006 pour une durée de 10 ans et souscrit par Auchan Coordination Service.
- 0,750 millions d'€ en juin 2007 pour une durée de 10 ans et souscrit par Groupe Santander.
- 0,875 millions d'€ en décembre 2004 pour une durée de 10 ans et souscrit par Groupe Santander.
- 0,375 millions d'€ en novembre 2006 pour une durée de 10 ans et souscrit par Groupe Santander.

Les contrats prévoient la possibilité, à la seule initiative de l'emprunteur et sous réserve de l'accord préalable de la Commission Bancaire, de procéder au remboursement anticipé partiel ou total de ces prêts.

(en milliers d'euros)	30/06/2008	31/12/2007
Dettes subordonnées.....	35 113	35 113
Dont sociétés sœurs.....	33 110	33 110

Le reliquat concerne la contribution du partenaire aux dettes subordonnées de l'Espagne pour 2 millions d'euros.

Note 11 - Provisions

(en milliers d'euros)	01/01/2008	Dotations	Reprises	Reclassement Variation	30/06/2008
Avantages du personnel.....	347	42	19	0	369
Provisions contrôle fiscal.....	889	0	175	0	714
Provisions pour litiges.....	648	158	25	-1	780
TOTAL	1 884	199	219	-1	1 863

Note 12 – Capitaux propres – Part du Groupe

12.1 Nombre d'actions composant le capital

	30/06/2008	31/12/2007
Début période.....	1 410 015	1 407 913
Emission en numéraire.....	19 717	2 102
Fin de période.....	1 429 732	1 410 015

Au 30 juin 2008, le capital social s'élève à 28,595 M€, il est composé de 1 429 732 actions ordinaires de 20 euros, entièrement libérées. L'émission des 19 717 actions a été payée début juillet 2008, conformément aux dispositions figurant dans le procès verbal du Conseil d'Administration du 23 juin 2008.

12.2 Réserve légale

La réserve légale de Banque Accord S.A s'élève à 2,820 M€ au 30 juin 2008.

12.3 Réserves détaillées par nature

Réserve de conversion

(en milliers d'euros)	30/06/2008	31/12/2007
Pologne.....	141,9	82,9
Hongrie.....	187,6	-12,1
Russie.....	-40,7	0,2
Roumanie.....	-2,4	2,7
Chine.....	-1,8	5,6
TOTAL.....	284,6	79,3

Réserve de cash flow hedge (hors impôt différé)

(en milliers d'euros)	30/06/2008	31/12/2007
Début période.....	2 109	4 084
Variation.....	3 409	-1 975
Fin période.....	5 518	2 109

12.4 Variation des capitaux propres (Part du groupe)

(en milliers d'euros)	Capital	Prime	Réserves Consolidées	Résultat de l'exercice	Ecarts de conversion	Total Capitaux Propres
Situation Clôture 2006	28 158	46 742	100 536	37 426	48	212 910
Mouvements						
Résultat de la période				17 652		17 652
Affectation			37 426	-37 426		0
Distribution de dividendes			-10 292			-10 292
Impact Cash Flow Hedge net			1 897			1 897
Impacts sur l'ouverture						
Ecarts de conversion					42	42
Ecarts actuariels						
Divers			-15			-16
Situation au 30 juin 2007	28 158	46 742	129 552	17 652	90	222 194
Mouvements						
Résultat de la période				20 212		20 212
Affectation						
Augmentation de capital	42	509				551
Impact Cash Flow Hedge net			-3 192			-3 192
Ecarts de conversion					-11	-11
Ecarts actuariels nets			7			7
Divers		108	-45			63
Situation Clôture 2007	28 200	47 359	126 322	37 864	79	239 824
Mouvements						
Résultat de la période				15 528		15 528
Affectation			37 864	-37 864		0
Augmentation de capital	394	5 297				5 691
Impact Cash Flow Hedge net			2 238			2 238
Ecarts de conversion			70		206	276
Divers		87	1			88
Situation au 30 juin 2008	28 594	52 743	166 495	15 528	285	263 644

12.5 Dividendes versés sur les 3 derniers exercices

DIVIDENDES VERSES (en milliers d'euros)	Montant	Dividende par action
Dividendes versés en actions au titre de l'exercice 2005.....	0	
Dividendes versés en espèces au titre de l'exercice 2006.....	10 292	7.31
Dividendes versés en espèces au titre de l'exercice 2007.....	0	

Note 13 – Intérêts minoritaires

(en milliers d'euros)	
Situation au 31 décembre 2006	353
Résultat de la période.....	34
Augmentation de capital.....	929
Autres (dont écart de conversion).....	7
Situation au 30 juin 2007	1 323
Résultat de la période.....	33
Augmentation de capital.....	315
Dénouement du Put sur la Hongrie.....	928
Autres (dont écart de conversion).....	18
Situation au 31 décembre 2007	2 617
Résultat de la période.....	7
Autres (dont écart de conversion).....	185
Situation au 30 juin 2008	2 809

Note 14 – Engagements hors bilan

Engagements donnés et reçus

ENGAGEMENTS RECUS (en milliers d'euros)	30/06/2008	31/12/2007
Engagements de financement	1 000 546	664 808
<i>Reçus des établissements de crédit et de la clientèle</i>		
Engagements de garantie	5 548	5 548
<i>Reçus des établissements de crédit et de la clientèle</i>		
Total	1 006 094	670 356

ENGAGEMENTS DONNES (en milliers d'euros)	30/06/2008	31/12/2007
Engagements de financement	10 009 162	9 513 014
<i>En faveur des établissements de crédit et de la clientèle</i>		
Engagements de garantie	152 441	93 164
<i>En faveur des établissements de crédit et de la clientèle</i>		
Engagements sur titres	87 609	87 609
<i>Titres à recevoir</i>		
Total	10 249 212	9 693 787

Les engagements sur titres sont valorisés conformément aux accords décrits dans les protocoles signés avec les partenaires et actualisés. Ce sont des options que l'on a le choix d'exercer ou non, à l'exception d'un Put sur l'Espagne.

Note 15 – Produits et charges d'intérêts

(en milliers d'euros)	30/06/2008		30/06/2007	
	Charges	Produits	Charges	Produits
Opérations avec les établissements de crédits	8 595	3 200	7 980	1 916
Opérations avec la clientèle.....	2 787	130 013	653	113 273
Opérations sur instruments financiers.....	34 128	170	26 094	148
Total	45 509	133 383	34 727	115 337

Note 16 - Produits et charges de commissions

(en milliers d'euros)	30/06/2008		30/06/2007	
	Charges	Produits	Charges	Produits
Opérations avec les établissements de crédits.....	678	3 618	1 274	3 155
Opérations avec la clientèle.....	1 691	45 385	49	30 338
Prestations financières – dont cotisations cartes.....	12 814	22 055	12 148	21 013
Opérations de change et sur instruments financiers	259	0		
Autres.....	66	228	36	99
Total	15 507	71 286	13 728	54 605

Note 17 - Frais de personnel

(en milliers d'euros)	30/06/2008	30/06/2007
Salaires et traitements	18 340	15 366
Charges sociales.....	6 822	5 796
Charges fiscales.....	1 827	1 547
Charges de retraite – régimes à prestations définies.....	19	66
Participations et intéressement des salariés.....	2 848	2 362
Total	29 856	25 137

Note 18 - Coût du risque

(en milliers d'euros)	30/06/2008		30/06/2007	
	Charges	Produits	Charges	Produits
Dépréciations sur opérations avec la clientèle.....	25 590	1 642	24 305	2 324
Dépréciations sur créances				
Pertes sur créances irrécouvrables couvertes par des dépréciations.....	30 965		12 257	
Récupération sur créances amorties		6 695		3 626
Total	56 555	8 337	36 562	5 950
Solde	48 218		30 612	

Note 19 - Impôts

Charge d'impôt

(en milliers d'euros)	30/06/2008	30/06/2007
Impôt exigible.....	12 447	10 875
Variation impôt différé actif.....	-3 016	-1 036
Total	9 431	9 839

Preuve d'impôt

	Taux 30/06/2008	Taux 30/06/2007	Taux 31/12/ 2007
Résultat avant IS et résultat des sociétés mises en équivalence.....			
Taux normal.....	34,43%	34,43%	34,43%
IS théorique.....			
Différences permanentes.....	0,40%	1,05%	0,26%
Impôts différés non constatés.....	4,12%	2,82%	3,01%
Différentiel de taux.....	-1,18%	-2,42%	-1,83%
Impact des changements de taux à l'ouverture.....	0,0%	-0,13%	-0,03%
Total effectif			
Taux effectif	37,77%	35,75%	35,84%

Note 20- Divers

Effectifs

L'effectif en « équivalent temps plein » de l'ensemble constitué par les sociétés intégrées est de 1 614 salariés en juin 2008 (y compris l'effectif à 100% des sociétés consolidées en intégration proportionnelle), contre 1 306 au 31 décembre 2007.

Note 21 - Paiements basés sur des actions

Caractéristiques d'un plan d'options émis par Banque Accord

- Les options sont indisponibles pendant une période de 4 ans à compter de leur date d'attribution.
- Elles sont exerçables sur une période allant du 1^{er} juin au 20 juin ou du 15 septembre au 7 octobre, l'année de l'échéance du plan.
- Les conditions attachées à l'exercice des options sont une présence effective et continue au sein de la société émettrice ou de l'une de ses filiales. Toute suspension de contrat intervenant pour toute autre raison que la maladie ou la maternité emporte caducité des droits à options (et toute autre condition spécifique à la société émettrice).
- Le prix d'exercice se comprend comme un coupon détaché. La levée des options intervient dans tous les cas après le détachement du coupon.
- Les titres souscrits par les bénéficiaires d'options sont l'objet d'une inscription au registre des mouvements de titres de la société Banque Accord.

Evolution du nombre d'options et du prix moyen pondéré sur les périodes 2006 et 2007

	2007		2006	
	Prix d'exercice	Nombre d'option	Prix d'exercice	Nombre d'option
Options en début d'exercice		17 258		11 525
Options émises durant l'exercice	262,09€	6 333	226,65€	6 263
Options exercées durant l'exercice		0		0
Options annulées ou perdues		0	188,66€	530
Options échues		0		0
Options en fin d'exercice	218,65€	23 591	202,71€	17 258
Options exerçables en fin d'exercice		0		0

Valeurs en moyenne pondérées des différents plans attribués en 2006 et 2007

	Plan attribué au cours de l'année	
	2007	2006
Juste valeur des options	25,33€	54,42€
Prix de l'action	262,09€	226,65€
Prix d'exercice	262,09€	226,65€
Volatilité attendue	16,20%	22,27%
Durée de vie de l'option	4 ans	4 ans
Dividendes attendus	4,80%	4,93%
Taux d'intérêts sans risques	4,14%	3,64%
Type de modèle	binomial	binomial

La volatilité a été établie sur une analyse portant sur la volatilité implicite des cours de sociétés en rapport avec l'activité de Banque Accord sur une période de 4 ans précédant l'attribution.

Impact sur le compte de résultat.

L'impact semestriel estimé par plan est de 0,1M€, l'impact total (en cumulé) des plans comptabilisés depuis 2005 est de 0,35M€.

Le plan 2008 ayant été octroyé lors du Conseil d'Administration du 23 juin 2008, aucune valorisation n'a été faite. L'ensemble des plans octroyés depuis 2005 sera revalorisé pour les comptes de fin d'année.

Note 22- Information sectorielle

Les informations sectorielles sont présentées selon la répartition par métier. Elles sont classées selon deux secteurs :

- Crédit à la consommation
- Autres (monétique, assurance, épargne, téléphonie, DAB ...)

(en milliers d'euros)	Crédit		Autres		Eliminations		Total	
	2008	2007	2008	2007	2008	2007	2008	2007
Produits sectoriels :								
Externe	206 727	169 829	22 875	15 800			229 601	185 629
Internes...	8 015	5 322			-6 053	-4 141	1 963	1 181
Amortissements	1 740	1 635	0				1 740	1 635
Charges sectorielles.....	97 581	76 340	6 028	2 976	-6 053	-4 141	97 557	75 174
Provisions.....	-22	-621					-22	-621
Coût du risque.....	48 218	30 612					48 218	30 612
Résultat sectoriel.....	67 225	67 186	16 846	12 824	0	0	84 071	80 010
Charges non sectorielles							59 105	52 484
Charges d'impôt.....							9 431	9 839

Résultat net							15 535	17 687
Actifs sectoriels.....	2 550 791	2 680 248	51 377	52 000			2 602 167	2 732 248
Passifs sectoriels.....	2 227 046	2 384 937	102 060	86 675			2 329 106	2 471 612
Investissements.....	7 549	7 387	58				7 607	7 387

Note 23- EXPOSITION ET GESTION DES RISQUES

Le Groupe est exposé au cours de l'exercice normal de son activité à des risques de taux d'intérêts et de crédit clientèle, il a recours à des instruments financiers dérivés pour atténuer les risques de taux.

Le Groupe a mis en place une organisation permettant de gérer de façon centralisée les risques de marché.

23.1 Risque de contrepartie sur instruments dérivés

De par son activité Banque Accord est structurellement en position emprunteuse. Le risque de contrepartie se situe essentiellement sur les opérations hors bilan. Pour couvrir ce risque, Banque Accord travaille uniquement avec des banques de 1^{er} rang sur les financements et les opérations de dérivés de taux. Seules les contreparties bancaires notées minimum « A » par Moody's, Standard & Poor's ou Fitch sont admises à conclure des contrats dérivés de taux avec la Banque Accord.

Au cas où dans un pays, le rating souverain est inférieur à A et qu'une filiale se trouve dans l'obligation de traiter avec une banque locale, elle est autorisée à traiter avec un partenaire de rating équivalent au rating pays.

23.2 Risque de taux d'intérêt

La politique financière de Banque Accord vise à protéger la marge financière contre les évolutions futures des taux d'intérêt. Elle couvre donc l'intégralité des risques de taux issus de ses encours de prêt à taux fixe. Cette couverture consiste à adosser mensuellement l'amortissement de l'encours de prêt à taux fixe à un refinancement de même nature ou à utiliser des produits dérivés.

Le portefeuille de produits dérivés se compose de swaps, caps et/ou collars, à l'exclusion d'instruments d'options à barrières désactivantes.

Pour ce qui est de la couverture des encours d'emprunts à taux variable et compte tenu des possibilités de répercuter commercialement une hausse de taux aux clients, Banque Accord ne couvre pas systématiquement ce risque. Toutefois, lorsque Banque Accord couvre cette exposition, elle se limite uniquement à l'utilisation d'option de taux (cap et/ou collar) et ce à un horizon budgétaire d'un an.

La mise en œuvre de la politique de couverture est contrôlée par un Comité de Trésorerie trimestriel.

Dans le respect de ces normes Groupe, la politique de couverture financière est définie conjointement avec les partenaires associés. Elle est validée par les Conseils d'Administration des filiales, pour une application locale avec contrôle de chacun des partenaires.

Exposition au risque de taux

(en millions d'euros)	<u>06/2008</u>	<u>12/2007</u>
Actifs financiers à taux fixe	721	693
Passifs financiers à taux fixe	493	410
Actifs financiers à taux variable	1 530	1 642
Passifs financiers à taux variable	1 723	1 943

Les échéanciers des actifs financiers figurent en notes 7 et 8, ceux des passifs financiers en note 23.4.

Méthode utilisée pour l'analyse de sensibilité

Hypothèses retenues :

- Une hausse des taux variables sur le passif serait répercutée avec un décalage de 3 mois sur les actifs à taux variable
- Une baisse des taux variables sur le passif serait répercutée avec un décalage de 3 mois sur les actifs à taux variable
- Les capitaux propres ne seraient pas exposés au risque de taux à l'exception de la réserve de cash flow hedge
- Seule une partie des actifs à taux fixe serait couverte par des passifs à taux variable

Les actifs et passifs à taux fixe ont été échelonnés en fonction des maturités prévisionnelles et un gap de taux exposé à taux variable a été déterminé sur une période de 6 mois. Avec une translation des taux d'intérêts de 100bp à la hausse et à la baisse, les impacts sur le résultat ont été déterminés.

Pour les impacts capitaux propres, les instruments financiers relatifs à la couverture de cash flow hedge ont été valorisés avec une translation de 100bp à la hausse et à la baisse, instrument par instrument.

Pour les swaps, c'est la différence entre le marked to market calculé à la date de l'arrêté et la nouvelle valorisation issue des translations de taux qui a permis de déterminer les impacts en capitaux propres.

Analyse de la sensibilité

Incidence sur le compte de résultat

Une augmentation des taux d'intérêts de 1% sur l'ensemble des devises engendrerait, sur la base de la position financière au 30 juin 2008 *une hausse du coût financier de 1 M€.*

Une baisse des taux d'intérêts de 1% sur l'ensemble des devises engendrerait, sur la base de la position financière au 30 juin 2008 *une baisse du coût financier de 5,2 M€.*

Incidence sur les capitaux propres

Une hausse des taux d'intérêts de 1% sur l'ensemble des devises engendrerait, sur la base de la position financière au 30 juin 2008 une augmentation des capitaux propres de 6,1 M€ au travers de la réserve cash flow hedge.

Une baisse des taux d'intérêts de 1% sur l'ensemble des devises engendrerait, sur la base de la position financière au 30 juin 2008 une diminution des capitaux propres de 6,3 M€ au travers de la réserve cash flow hedge.

23.3 Couvertures de taux

Couverture en cash flow hedge

Les opérations de taux qualifiées de couverture de flux futurs correspondent à des opérations de swaps où Banque Accord est payeur d'un taux fixe et receveur d'un taux variable. L'objectif de ces couvertures est de fixer le niveau de taux d'intérêt pour une partie de la dette prévisionnelle émise à taux variable et donc de sécuriser les résultats « financiers » futurs (N+1 à N+5 maximum) en limitant la volatilité possible. L'horizon des couvertures de ce type est de 5 ans maximum.

La devise de ces opérations est l'Euro.

Instruments de couverture

Ce tableau indique les périodes au cours desquelles Banque Accord s'attend à ce que les flux de trésorerie associés aux instruments dérivés qualifiés de couverture de trésorerie interviennent.

Actifs financiers dérivés (en milliers d'euros)	Valeur comptable	Flux de trésorerie contractuels					
		Total	<3M	<6 M	< 1 an	1 à 5 ans	+ 5 ans
Swaps de taux d'intérêts Cap	6 358 343	6 775 11	868	1 026 11	1 953	2 928	

Passifs financiers dérivés (en milliers d'euros)	Valeur comptable	Flux de trésorerie contractuels					
		Total	<3M	<6 M	< 1 an	1 à 5 ans	+ 5 ans
Swaps de taux d'intérêts	5	4	4				

23.4 Risque de liquidité

Afin de limiter son risque de liquidité, Banque Accord adopte une politique de refinancement raisonnée :

- Diversification des contreparties bancaires permettant de garantir une répartition satisfaisante des financements conformément aux recommandations du comité de réglementation bancaire et financière.
- Couverture de 100% du besoin moyen de refinancement par des ressources tirées à plus d'un an et des lignes bancaires confirmées.

Les financements bancaires à moyen et long terme contiennent des clauses d'engagement et de défaut habituelles pour ce type de contrat, à savoir maintien de l'emprunt à son rang (pari-passu), limitation des sûretés accordées aux autres prêteurs (Negative pledge), limitation de cession substantielle d'actifs et changement négatif significatif (Material Adverse Change).

Le programme Euro Medium Term Note (EMTN) de Banque Accord, sous lequel sont placées des émissions obligataires, contient l'engagement de limitation des sûretés accordées aux autres obligataires (Negative pledge) et une clause de défaut croisé.

Aucune dette financière n'incorpore un engagement ou une clause de défaut liée à la baisse de la notation du Groupe.

Au regard de la Commission Bancaire, dans le calcul du coefficient de liquidité, les hypothèses réglementaires retenues sont un tirage de 5% du montant du disponible octroyé aux clients actifs de moins de 2 ans. Ce risque est donc géré mensuellement à travers le ratio de liquidité.

De plus, au vu des historiques la probabilité de tirages des clients est inférieure à 5%.

Exposition au risque de liquidité

Les échéances contractuelles résiduelles des passifs financiers s'analysent comme suit y compris paiement des intérêts :

(en milliers d'euros)	Valeur comptable	Flux de trésorerie contractuels					
		Total	<3M	<6 M	< 1 an	1 à 5 ans	+ 5 ans
Emprunts obligataires.....	751 177	859 080	9 861	10 309	20 796	818 114	
Dettes auprès des établissements de crédit	365 122	384 925	198 117	41 485	18 752	126 571	
Dettes auprès de la clientèle.....	228 004	228 017	228 017				
Dettes représentées par un titre	837 007	851 160	510 276	49 982	290 902		
Dettes subordonnées.....	35 113	49 559	488	511	1 033	7 718	39 809
Dettes fournisseurs.....	5 326	5 326	5 326				
Autres dettes courantes.....	136 148	136 148	136 148				
Autres dettes non courantes.....							
Dettes d'impôts exigibles.....	4 455	4 455	4 455				

23.5 Risque de change

Banque Accord supporte un risque de change limité aux investissements en capital dans ses filiales polonaise Accordfinance, hongroise Accord Magyarország, russe BA Finans, roumaine Accord Intermed Consumer Finance chinoise Accord Business Consulting et ukrainienne Oney Ukraine.

Au regard des montants engagés, ce risque n'a pas fait l'objet d'une couverture particulière.

23.6 Gestion du risque de client

1. Généralités

L'essentiel du risque de crédit concerne les prêts accordés à des particuliers.
Ce risque est réparti sur un grand nombre de clients avec un engagement unitaire limité.

2. Modalités de gestion du risque de crédit

La gestion et le suivi du risque de crédit de Banque Accord sont assurés par les directions risque des filiales ou du partenaire, la Direction Risque Groupe et le contrôle interne à travers des comités risques.

Pour la France et le Portugal, il est assuré par la Direction Risque locale.

Pour les autres, c'est le partenaire qui est dépositaire de la gestion du Risque de Crédit, car ce sont ses processus clients et son système qui déterminent le risque.

Dans les joint-venture, où nous pouvons avoir une ressource Risque locale, cas de l'Espagne et de la Russie, le risque est suivi par la ressource et la Direction Risque Groupe, et la ressource locale peut selon les cas, participer au développement de projets conjointement avec le partenaire.

Dans tous les cas, le risque est suivi par la Direction Risque Groupe.

Ces Comités ont pour mission la gestion des risques de crédit et la maîtrise d'ouvrage des projets impactant ces risques. Ils valident le pilotage du risque, s'assurent de l'efficacité de l'existant, prennent les décisions de modification de la chaîne du risque et du système de notation, valident la prévision budgétaire de la dépréciation et du coût du risque d'un nouveau produit, sont responsables de la maintenance de la documentation sur les sujets suivants : ouverture de tous produits de crédit ou de paiement, gestion des plafonds, recouvrement.

Des comités réguliers au niveau national et groupe valident la stratégie, les méthodologies mises en place et surtout les performances réalisées en terme de risque.

3. Processus d'octroi de prêts et de créances, limites individuelles

Les systèmes de décision de crédit sont basés sur une approche statistique complétée par des examens par dossier, ils sont adaptés aux différents types de produits et de clients.

Ils comprennent :

- Des scores
- Des règles de refus clairement établies
- Des règles de justificatifs à fournir

Le respect des décisions issues des scores et des règles, à l'encontre desquelles peu de dérogations sont réalisées, permet d'assurer un contrôle des risques précis. Les causes de dérogation et les personnes habilitées pour en réaliser sont définies par procédures et normalement contrôlées à posteriori : ces dérogations visent notamment à gérer de manière personnalisée l'octroi de crédit de montant plus important ou destiné à des clientèles ciblées.

4. Octroi de garanties

La politique du Groupe est de n'accorder des garanties financières qu'aux filiales et à certaines entreprises partenaires.

5. Dans le Groupe

A l'image du marché mondial du crédit, les signes de tension du risque de crédit sur les marchés perçus par le Groupe Banque Accord se sont prolongés sur le premier semestre 2008.

La dégradation de l'environnement économique causée par la crise financière s'est traduite dans les chiffres de plusieurs filiales et à des degrés divers, par des flux d'impayés en hausse ou des difficultés de recouvrement.

C'est principalement le cas de la filiale espagnole qui, dans un pays marqué par un fort endettement des ménages, connaît actuellement une augmentation sensible du risque. Des mesures importantes ont été prises au niveau de l'acceptation et du recouvrement afin de contenir le risque ce qui a impacté également la production à la baisse.

Au niveau consolidé Groupe, le risque reste néanmoins très bien contenu, grâce aux bonnes performances et aux poids des entités les plus matures. En France, la tendance à l'augmentation des encours Neiertz s'est poursuivie sur l'exercice 2008, conformément au marché.

Le contexte économique mondial n'a fait que renforcer la conviction du Groupe de doter rapidement et progressivement ses filiales d'un système bâlois de surveillance des risques, calqué sur le modèle français.

Le projet Bâle II est ainsi en cours de développement dans les filiales portugaise et espagnole. En 2008, Banque Accord France va intensifier l'usage de son système bâlois dans la gestion quotidienne du risque, pour une distribution optimisée de ses crédits.

Dans le droit fil de Bâle II, Banque Accord poursuit également en 2008 son projet « Cap Clients » de consolidation de la connaissance clients, initié en France en 2007.

6. Balance âgée des impayés non dépréciés

Dès lors qu'il y a un impayé, les prêts et créances auprès de la clientèle sont dépréciés. Banque Accord n'a pas d'encours en souffrance présentant des impayés non dépréciés.

7. Encours restructurés

Le montant des encours restructurés ou réaménagés, que ce soit de façon interne ou après passage en commission de surendettement s'élève à 167,9 M€ contre 158,3 à fin 2007, il est déprécié à hauteur de 56.5% contre 57.5% en 2007.

8. Exposition maximale

L'exposition maximale au risque de crédit est estimée à 407 M€. Elle se compose des encours dépréciés. Elle ne comprend pas le disponible affecté aux clients en souffrance ou dépréciés. En effet, lorsqu'il existe un impayé non réglé, la réserve accordée au client devient indisponible.

23.7 Gestion des fonds propres

Les fonds propres mentionnés sont ceux définis par l'instruction 2007-02 du 26 mars 2007 relative aux exigences de fonds propres applicables aux établissements de crédit. Banque Accord est tenue de respecter un ratio de solvabilité de 8% défini par la Commission Bancaire. Ils sont projetés une fois l'an au moment de l'établissement du plan de façon globale, et suivis de manière plus périodique à chaque arrêté trimestriel.

A partir de 2008, le montant des fonds propres sera suivi tout au long de l'année à travers la mise en place de reporting internes basés sur la réglementation Bâle II commentés lors des réunions de DG.

Le montant des fonds propres réglementaires à fin juin 2008 est de 250,8 M€, au même niveau que décembre 2007.

Ils se décomposent de la manière suivante :

En M€	30/06/2008	31/12/2007
Capitaux propres consolidés	261,8	242,4
Réserves de cash flow hedge et actualisation des provisions IFC nettes d'impôts	-3,7	-1,4
Immobilisations incorporelles et écart d'acquisition	-21,9	-22,1
Tiers 1	236,2	218,9
Dettes subordonnées	35,0	35,0
Participations dans des établissements de crédit mis en équivalence	-4,4	-5,5
Participation dans une activité d'assurance	-16,0	
Tiers 2	14,6	29,5

Ratios consolidés

	Juin 2008	Décembre 2007	Décembre 2006
Ratio /Tiers 1	10.5%	9,6%	8,7%
Ratio /Tiers 2	0.6%	1,3%	1,7%
Ratio de solvabilité	11,1%	10,9%	10,4%

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2008

Période du 1^{er} janvier 2008 au 30 juin 2008

Banque Accord S.A.

Siège social : 40, avenue de Flandre – 59170 Croix

Capital social : €28 594 640

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société Banque Accord S.A., relatifs à la période du 1^{er} janvier 2008 au 30 juin 2008, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge de aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS-34 norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Paris La Défense, le 29 août 2008
KPMG Audit - Département de KPMG S.A.

Didier de Ménonville
Associé

Villeneuve d'Ascq, le 29 août 2008
aCéa

Christian Chounavelle
Associé